

# De Croo: «Le parc nuit à l'image de Bruxelles»

- Le vice-Premier VLD défend l'action du gouvernement et enjoint à la Ville de Bruxelles, « responsable de l'ordre public », d'évacuer le parc Maximilien.
- « Puisqu'il y a une alternative, avec le bâtiment du WTC, avec 500 places ».

## Bruxelles doit agir !

Le vice-Premier ministre libéral flamand n'y va pas par quatre chemins. Pour lui, afin de préserver l'image de Bruxelles, capitale de l'Europe, la Ville doit d'urgence faire évacuer le parc Maximilien. Et encourager les réfugiés à utiliser les infrastructures mises à disposition par le gouvernement fédéral.

**« On est en train d'essayer de montrer que l'on ne gère pas la crise alors que c'est le contraire. Il n'y a plus de gestion de l'ordre public à Bruxelles »**

**ENTRETIEN**  
Le vice-Premier ministre libéral flamand se positionne à son tour dans la crise des réfugiés, défend catégoriquement l'action du gouvernement fédéral, préserve Theo Francken et la N-VA, et cible la Ville de Bruxelles. Polémique devant !

Certains reprochent au gouvernement fédéral de courir après les faits, de ne pas anticiper...

Ce n'est pas correct. En août, quand beaucoup de politiques étaient en vacances, Theo Francken avait commencé à augmenter la capacité de certains centres d'accueil. Il n'a pas dit : « On verra bien, attendons ». On ouvre mille places par semaine ! Comparez avec les crises précédentes, beaucoup de gens restaient sans hébergement, ce n'est pas ce cas cette fois, chaque réfugié peut trouver une place à l'intérieur, dans un bâtiment, sous un toit. Alors certains font le choix de ne pas utiliser cette possibilité, c'est toute la discussion sur le parc Maximilien à Bruxelles, mais l'accueil au sein des bâtiments mis à disposition est assuré. D'ailleurs, le patron de la Croix-Rouge (à souligner) jeuill à la télévision flamande : la Belgique gère assez bien la crise.

Mais dans le bâtiment III du WTC, parc Maximilien, il n'y a pas des structures sanitaires, pas

de douches...

Ce n'est pas vrai. Il y a tout cela. Il y a des douches dans les caravanes. Mais, en définitive, c'est une responsabilité conjointe : le fédéral, Fedasil et Theo Francken mettent à disposition un endroit où des gens peuvent loger, 500 personnes environ, et après cela, gérer l'ordre public, c'est une compétence de la Ville de Bruxelles. C'est à elle d'agir.

Et je commence à me poser des questions. La Ville de Bruxelles ne devrait-elle pas se montrer plus active ?, et dire : « C'est un espace public ». Si j'étais bourgmestre, je ne tolérerais jamais que, dans ma commune, s'il y a une alternative, un espace public, un parc public, soit ainsi occupé, avec ce qui est à la fois un camping, un marché, presque un festival de musique. Non, quand il y a une alternative...

Mais c'est au fédéral d'agir. Mais non ! L'ordre public, c'est la Ville. Et, honnêtement, on commence à être dans une situation où c'est un peu faire honte à Bruxelles comme capitale de l'Europe. J'espère que l'on va se rétrograder.

C'est mauvais pour l'image de Bruxelles ? Tout est fait, c'est clair. Tous les médias du monde sont ici, et on est

en train d'essayer de montrer que l'on ne gère pas la crise alors que c'est le contraire. Mais à un moment donné, la Ville de Bruxelles doit dire qu'on ne loge pas comme ça dans un parc public.

Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles, met en cause l'Etat, qui est absent, soutient-il... Moi, pour l'instant, j'ai l'impression qu'il n'y a plus de gestion de l'ordre public à Bruxelles.

Vous pensez qu'Yvan Mayeur joue un jeu politique ? Honnêtement, je ne peux pas penser que quelqu'un joue un jeu politique sur des questions humanitaires comme celles-ci, avec des gens qui viennent chez nous après un parcours souvent dramatique, qui ont perdu toute perspective, et choisissent l'Europe, où l'on doit les accueillir.

Deux grands arguments vous sont opposés : 1. le gouvernement ne prévoit pas un plan de répartition entre les communes en Belgique. Deux : il faut dépasser la barre des 250 dossiers traités chaque jour par l'Office des étrangers.

Ce n'est pas correct. Le système de préaccueil, comme au WTC, cela ne s'était jamais fait auparavant. Et au-delà du préaccueil, nous ouvrons mille places par semaine

pour les demandeurs d'asile enregistrés dans le système. Non, simplement, à un moment donné, la Ville de Bruxelles doit dire : « Nous n'autorisons plus ce campement un peu clandestin au centre de Bruxelles, vous devez rejoindre le bâtiment qui est mis à votre disposition. » A cent mètres du parc !

Il faudrait faire évacuer le camp ? Honnêtement, oui, quand il y a une alternative, ça me paraît assez logique.

Quant au plafond des 250 dossiers ? C'est la limite, administrativement, et comme l'a dit Charles Michel, c'est la limite « aujourd'hui ». Est-ce qu'un jour on fera moins, ou bien davantage, on verra. Il faut des examens sérieux des demandes, au point de vue sécurité, médical, etc., et 250 dossiers, c'est notre capacité actuelle.

Il y a une parfaite cohésion dans la coalition ? Une crise de l'immigration, ce n'est jamais facile à gérer, mais je regarde juste les faits : on peut dire qu'on travaille bien.

Les déclarations de Bart De Wever ? La Belgique est un « aimant » pour les réfugiés, il faut un « statut spécial » pour les demandeurs d'asile... Chaque parti a son discours. Moi, je ne suis pas d'accord avec certaines idées avancées par De Wever : un statut spécial avec des

droits sociaux réduits, la volonté de rejeter les réfugiés aux frontières en Turquie... Tout cela, je suis contre. Ce qui compte, c'est ce que fait le gouvernement en définitive.

Comment expliquer l'élan de solidarité des patrons dans un domaine où ils interviennent généralement peu ? Les réfugiés sont une opportunité pour les employeurs ?

Certainement. Cette crise de l'immigration est assez différente des précédentes. Les gens qui viennent ici, surtout provenant de Syrie et d'Irak, ont une formation technique assez bonne, apprennent bien les langues, ont beaucoup de connaissances. Toute cette solidarité aujourd'hui, c'est un élément fragile qu'il faut gérer de la bonne manière. Parce qu'on pourrait très rapidement perdre cette solidarité. Ce que nous disons, c'est que nous voulons donner une opportunité honnête aux gens qui viennent ici. Et l'opportunité honnête, c'est de pouvoir venir ici et construire leur vie. Cela veut dire qu'on leur donne l'opportunité d'apprendre la langue, d'avoir un boulot, pour pouvoir vraiment s'intégrer dans notre société. Si c'est ce qu'on veut faire, on peut le faire, mais pas pour tout le monde. Et il faut que chacun en Europe fasse l'effort. En ce sens, la perspective du patronat est la bonne. Le VLD la partage.

Peux-tu nous parler de David Coppi et Bernard Demonty ?

## Theo Francken « Il a dérapé sous la pression, qui est énorme »

Les mots de Theo Francken à propos des réfugiés qui n'ont pas rejoint WTC et ont préféré rester dans le parc Maximilien ont choqué. Il ne faut pas nous-estimer son job. Il n'y a pas beaucoup de gens qui oseraient être si au placard, il y a une pression énorme, politique, médiatique, émotionnelle... Alors, que de temps en temps on fasse une bêtise... Avec son tweet, il est sorti du visage. Un dérapage. Mais faut-il le condamner, surtout quand on voit que la situation est gérée de façon très acceptable au point de vue opérationnel ? Tout le monde peut dériver dans ces conditions.

L'opposition, elle, parle de propos « abjects, indignes », et juge que Theo Francken n'en a pas la

hauteur morale...

Après avoir ouvert plus de 10.000 places en un mois et demi ? Allez ! Ses équipes ont travaillé comme des forcenés pour préparer le bâtiment III du WTC... Elles ont été déçues de voir qu'il n'était pas utilisé... Oui, bon... C'est un dérapage, mais ça ne dépasse pas un problème de communication,

Yvan Mayeur parle d'une « politique xénophobe dictée depuis Avers ». Ce genre de déclaration n'est pas au niveau de la situation que l'on doit gérer, ce sont des drames humains auxquels nous assistons. ■

Propos recueillis par D.C.I. et B.D.Y.

## « Il faut évacuer le parc Maximilien »

Alexander De Croo prend fermement position dans la polémique sur la crise des réfugiés. Le vice-Premier ministre VLD enjoint à la Ville de Bruxelles de prendre ses responsabilités.

Le chef de file des libéraux flamands au gouvernement fédéral sort enfin du bois sur la crise de l'asile alors que, dans le même temps, le Premier ministre Charles Michel se charge de désamorcer le conflit ouvert entre Theo Francken et Yvan Mayeur. Alexander De Croo défend l'action de ce qui marque le

plus dans la sortie du vice-Premier, c'est la mise en cause énergétique de l'action des responsables de la Ville de Bruxelles dans la gestion de la crise actuelle. De Croo ne mâche pas ses mots : « Si j'étais bourgmestre, je ne tolérerais jamais que, dans ma commune, s'il y a une alternative, un espace public, un parc public, soit ainsi occupé, avec ce qui est à la

fois un camping, un marché, presque un festival de musique. » Et quand on lui demande si ce n'est pas au fédéral de gérer le problème des réfugiés on attende l'accueil aux portes de l'Office des étrangers, il répond : « Mais non ! L'ordre public, c'est la Ville. Et, honnêtement, on commence à être dans une situation où c'est un peu faire honte à Bruxelles comme capitale de l'Europe. » ■

► P. 14 à 17 NOTRE DOSSIER

### NOTRE DOSSIER SPÉCIAL

LENA LEADING — EUROPEAN NEWSWATER — ALLIANCE

**Passereaux migrants : enquête sur le « trafic de la honte ».**  
P. 18 & 19 Nos reportages en Méditerranée

## ANALYSE

### Dans un fauteuil

Le vice-Premier libéral flamand n'est pas un adepte de la langue de bois, on le lira ci-contre dans le dossier des réfugiés. Sur les thèmes socio-économiques, Alexander De Croo est tout aussi tranché. La manifestation nationale du 7 octobre prochain ? « Elle est prévue depuis un an. C'est une manifestation politique, il y en aura une l'année prochaine ? » Les inégalités en Belgique ? « Il n'y a pas de problème d'inégalité, il y a un problème de mobilité sociale. Dans ce pays, on parvient difficilement à atteindre une position sociale plus élevée que ses parents. » Le problème Uber à Bruxelles ? « Je ne veux pas défendre une société américaine, mais je constate qu'il y a une vingtaine d'entreprises belges actives dans ce secteur. Je ne voudrais

pas qu'elles soient contraintes d'aller exercer leurs activités au Royaume-Uni ou aux États-Unis. » Un malaise social en Belgique ? « Je n'ai pas l'impression qu'il y a une crise sociale en Belgique. » Le vice-Premier est à l'aise. Il faut dire qu'il se trouve dans un fauteuil. Aux yeux de son électeur, il est sorti vainqueur du tax shift, sur un CDV qui passe pour le parti ayant fait le plus de concessions. La crise des migrants n'expose pas le parti. Il dérange plutôt l'électorat de la N-VA, et le parti libéral flamand est à l'aise pour appuyer les patrons dans leur demande de donner un emploi aux réfugiés dans une région - la Flandre - qui souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Le VLD sort donc de la posture inconfortable où il se trouvait, avec une N-VA qui incarne le renouveau économique et ne devait pas gérer de dossiers déstabilisants pour son électeur.

D.C.I. ET B.D.Y.